

B Banque asiatique de développement (BASD)

Institution financière internationale dont l'objectif est de promouvoir le développement socioéconomique des pays asiatiques. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

Banque mondiale

La Banque mondiale est la plus grande agence d'aide au développement du monde. Elle accorde des prêts aux gouvernements centraux et agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

Base de la pyramide (BoP)

Populations pauvres disposant de revenus annuels inférieurs à 3 000 USD. Environ 4 milliards de personnes dans le monde représentent la base de la pyramide. Les « activités BoP » font référence aux activités ayant le potentiel de répondre à divers problèmes auxquels sont confrontées les populations pauvres et les exclus de la société et du processus de développement.

C Comité d'aide au développement (CAD)

Le CAD est l'un des trois principaux comités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour les pays donateurs qui le composent, il constitue un lieu de discussion international sur les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Japon est devenu membre du CAD en 1964 lorsqu'il a adhéré à l'OCDE.

Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Dispositif mis en place en 2002 afin d'augmenter la visibilité des prêts d'APD du Japon par des transferts techniques aux pays en développement, en utilisant la technologie avancée et le savoir-faire du Japon. Ces prêts ont un niveau de concessionnalité plus élevé que l'aide liée et d'autres prêts.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Forum international sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée tous les cinq ans depuis 1993, par le gouvernement japonais, conjointement avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres agences. La TICAD V a eu lieu à Yokohama, en juin 2013.

Coopération Sud-Sud

Mise en œuvre de programmes de coopération en faveur des pays les moins avancés accusant un

retard de développement, par des pays à revenu intermédiaire et relativement plus développés qui utilisent leur expérience en matière de développement et leurs ressources humaines.

Coopération triangulaire

Mise en œuvre de programmes de coopération par des pays donateurs ou des organisations d'aide internationale, conjointement avec d'autres pays en développement, pour promouvoir le développement d'autres pays en développement.

D Développement inclusif

Approche du développement qui profite à tous. Depuis de nombreuses années, la JICA est guidée par la vision d'un « développement inclusif et dynamique ». L'objectif est d'encourager un développement inclusif afin de réduire la pauvreté par une croissance durable. À cette fin, la JICA s'efforce de permettre au plus grand nombre de participer largement et équitablement au « processus de croissance » afin d'en récolter les fruits.

E Éducation pour tous (EPT)

Initiative internationale initiée en 1990 visant à fournir des opportunités d'éducation aux populations du monde entier. Concrètement, l'EPT a fixé six objectifs à atteindre par tous les pays et régions d'ici 2015, notamment garantir l'accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit et la possibilité d'achever un cycle complet d'études primaires, éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation, et améliorer de 50 % le niveau d'alphabétisation des adultes (cadre d'action de Dakar).

F Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Agence des Nations unies qui a pour vocation d'apporter une aide aux enfants, particulièrement en matière de santé dans les pays en développement, par des actions destinées à améliorer la nutrition, l'approvisionnement en eau potable, la protection sociale de la mère et de l'enfant, et l'éducation, entre autres approches.

Fonds monétaire international (FMI)

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir, à relativement court terme à ses pays membres, les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et les paiements et garantir les autres flux financiers courants.

G Gouvernance

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion de l'ensemble du cadre institutionnel

d'un pays, destiné à faciliter la stabilité et le développement. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions – le système politique national, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

H Homologues

Représentants officiels de gouvernements et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

N Nouvelle stratégie de croissance

Politique de promotion de la croissance de l'économie japonaise dont les grandes lignes ont été annoncées en décembre 2009 par le gouvernement japonais. Elle s'articule autour de six stratégies : la stratégie pour devenir une puissance économique et environnementale grâce aux innovations écologiques ; la stratégie pour une société sûre, en bonne santé et à forte longévité ; la stratégie de renforcement de la croissance asiatique ; la stratégie de promotion d'un tourisme orienté vers la revitalisation au niveau national et local ; la stratégie nationale pour la science et la technologie ; et la stratégie pour l'emploi et les ressources humaines.

O Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21^e siècle, les OMD s'inspirent de la déclaration du Millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser d'ici 2015, sont au nombre de huit.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO – veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture

de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire.

P Partenariat public-privé (PPP)

Utilisation du secteur privé pour la fourniture de services publics, le PPP est une méthode de mise en œuvre des programmes par la coordination du secteur public et du secteur privé. Cela comprend une grande variété de dispositifs adaptés au niveau de participation des entreprises privées, allant du simple projet aux services CET (construction-exploitation-transfert) ou à la privatisation complète. Les « projets d'infrastructure en PPP » font référence aux projets d'infrastructure mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Pays affranchis de l'APD

Pays retirés de la liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, principalement en raison de l'accroissement de leur revenu par habitant. La liste est révisée tous les trois ans. Les pays dont le RNB a dépassé le seuil des pays à revenu élevé pendant trois années consécutives ou qui ont rempli d'autres conditions sont rayés de la liste.

Pays émergents

Pays en développement ayant atteint une croissance économique rapide ces dernières années, notamment en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est.

Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Cette appellation est généralement utilisée par la JICA pour désigner les pays et régions de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

Pays les moins avancés (PMA)

Pays qui selon l'Assemblée générale des Nations unies accusent un fort retard de développement au regard des critères établis par le Comité des politiques de développement (CDP) de l'ONU. Ces pays ont un RNB par habitant inférieur à 992 USD, un manque de ressources humaines et des économies extrêmement fragiles. La liste des PMA est réexaminée tous les trois ans. Il y a actuellement 49 pays sur la liste : 34 en Afrique, 14 en Asie et un en Amérique latine.

Pays moyennement développés

Pays dont le RNB par habitant se situe entre 3 976 et 6 925 USD (selon le classement des Nations unies et de la Banque mondiale).

Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

R Rapport final de l'examen de l'APD

Série de recommandations émises par le ministère des Affaires étrangères japonais, en juin 2010, sur la voie à suivre pour l'APD dans un contexte d'évolution de la situation nationale et internationale. Le rapport aborde, parmi d'autres thèmes, la philosophie de l'APD, ses priorités, la coopération renforcée avec le secteur privé et les ONG, l'exécution d'une aide stratégique et efficace, la diffusion de l'information et une plus large participation du public aux activités d'APD.

Renforcement des capacités

Processus par lequel un pays en développement renforce ses propres capacités à résoudre ses problèmes de développement. Contrairement au processus de « création de capacités » (capacity building), impulsé de l'extérieur et supposant l'absence de capacités préexistantes, le « renforcement des capacités » (capacity development) fait référence au processus endogène de renforcement des capacités — des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble — par le pays lui-même. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir le renforcement des capacités des pays en développement en facilitant leurs efforts dans ce sens.

Réserve de biodiversité (« points chauds » de biodiversité)

Régions disposant d'une réserve significative de biodiversité menacée par les activités humaines. Le concept, créé par le professeur Norman Myers de l'Université d'Oxford, fait référence aux zones qui renferment au moins 1 500 espèces de plantes vasculaires (plus de 0,5 % de la biodiversité mondiale) et dans lesquelles au moins 70 % de l'habitat a été perdu. Dans le monde, près de 25 zones répondent à cette définition et neuf autres pourraient venir s'y ajouter.

Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits intérieurement et à l'étranger par les citoyens d'un pays durant une période donnée.

S Schéma directeur

Plan de base pour mettre en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

Société fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Société qui réduit sa consommation de ressources

naturelles et le fardeau sur l'environnement. Le gouvernement japonais a établi l'Acte de base pour une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux, en 2000, pour contribuer au changement d'une société axée sur les concepts traditionnels de production, de consommation et de destruction de masse. Les lignes directrices pour parvenir à cette société appellent à la pratique des 3R : réduction (du volume des déchets), réutilisation (des ressources) et recyclage (des déchets en ressources).

Stratégie d'exportation des systèmes liés aux infrastructures

Le gouvernement du Japon a organisé la première réunion ministérielle sur la stratégie relative à l'exportation d'infrastructures et la coopération économique, en mars 2013. Les participants ont discuté de l'aide aux entreprises japonaises dans le cadre de leurs activités à l'étranger impliquant des systèmes liés aux infrastructures, de leur achat de ressources minérales et leurs intérêts dans les mines. Des questions importantes relatives à la coopération économique à l'étranger ont également été débattues. La réunion a initié un dialogue destiné à identifier les moyens d'apporter cette aide de manière stratégique et efficace. En mai, l'exportation des systèmes liés aux infrastructures est devenue le troisième élément central de la stratégie de croissance du Japon, avec l'objectif de multiplier par trois les commandes d'infrastructures à l'étranger des entreprises japonaises pour atteindre 30 000 milliards JPY d'ici 2020. Parallèlement à cette décision, le ministère de l'Aménagement du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, le ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie, ainsi que d'autres ministères et organismes japonais prennent des dispositions dans la droite ligne de la stratégie d'exportation des systèmes liés aux infrastructures et de la coopération économique stratégique.

U Union africaine (UA)

La plus grande organisation régionale du monde, constituée de 54 pays membres. Son siège est situé à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet 2002 à l'issue d'une réorganisation et d'un renforcement de ses structures. En janvier 2010, le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été intégré à l'UA. L'organisation joue depuis un rôle accru dans les activités de développement.